

ÉDITORIAL

L'éducation et les compétences au service d'une croissance inclusive

Le monde sort lentement de la pire crise économique que nous ayons connue. La reprise reste incertaine, car les moteurs que sont la productivité, l'innovation, l'investissement et les échanges ne tournent pas encore à plein régime. Il apparaît aussi de plus en plus clairement que la croissance économique ne peut à elle seule favoriser le progrès social, en particulier si ses dividendes ne sont pas partagés équitablement. Le coût social de la crise reste très lourd : il y a plus de 46 millions de sans-emploi dans les pays de l'OCDE, où les personnes en situation de pauvreté se comptent de surcroît également par millions. Dans de nombreux pays, les écarts se creusent entre les plus riches et les plus pauvres, le chômage des jeunes reste élevé et beaucoup n'ont guère accès aux services sociaux. Le monde est en quête d'une croissance économique qui soit plus inclusive. L'OCDE contribue à cet effort en réunissant des informations et en proposant des outils que les responsables politiques peuvent utiliser pour concevoir des politiques qui permettent d'atteindre cet objectif.

Cette édition de *Regards sur l'éducation* foisonne d'éléments qui montrent le rôle essentiel que l'éducation et les compétences jouent en faveur du progrès social. En plus des sources habituelles de données utilisées pour produire les indicateurs de l'OCDE sur l'éducation, cette édition puise dans la riche base de données sur les compétences constituée par l'Évaluation des compétences des adultes, une initiative lancée en 2012 dans le cadre du Programme de l'OCDE pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PIAAC), publiée en octobre 2013 (OCDE, 2013a). Avec les données sur les résultats d'apprentissage des jeunes de 15 ans de l'édition de 2012 du Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA 2012) de l'OCDE, publiées en 2013 et en 2014 (OCDE, 2013b et 2014a), et les données sur les enseignants du premier cycle de l'enseignement secondaire recueillies lors de l'édition de 2013 de l'Enquête internationale sur l'enseignement et l'apprentissage (TALIS 2013) de l'OCDE, publiées en juin 2014 (OCDE, 2014b), nous disposons désormais de la base de données la plus complète qui ait jamais été constituée sur l'éducation et les compétences. Et toutes ces informations sont facilement accessibles, d'un simple clic, grâce à notre nouvel outil de recherche en ligne, le *GPS Éducation*.

L'analyse préliminaire des données montre que l'accès à l'éducation continue de se développer dans les pays de l'OCDE. L'évolution qu'ont connue les sociétés en quelques générations à peine, passant d'une époque où seule l'élite était instruite à une ère nouvelle où plus de trois quarts des individus sont diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire, n'a pas encore produit tous ses effets. Près de 40 % des 25-34 ans sont désormais diplômés de l'enseignement tertiaire, une proportion supérieure de 15 points de pourcentage à celle qui s'observe chez les 55-64 ans ; dans de nombreux pays, cet écart représente plus de 20 points de pourcentage. Il est à souligner que la crise n'a pas ralenti ce processus d'expansion ; au contraire, lorsque des marchés du travail moroses n'offrent guère de perspectives, de nombreux individus utilisent le coût d'opportunité peu élevé pour investir dans l'éducation dans l'espoir d'améliorer leurs chances de vivre une vie meilleure. Dans les économies émergentes, les taux de scolarisation – qui étaient relativement faibles – augmentent à un rythme plus soutenu que dans les pays industrialisés.

Il n'est donc pas surprenant de constater que le niveau de compétence de la population ait également progressé de façon spectaculaire. Les résultats sur les compétences montrent que, dans les 24 pays de l'OCDE et entités infranationales qui ont participé à l'Évaluation des compétences des adultes, le pourcentage d'adultes plus jeunes aux niveaux les plus élevés de compétence en littératie est supérieur de 13 points de pourcentage à celui qui s'observe chez les plus âgés ; dans un certain nombre de pays, cet écart de pourcentage d'adultes très compétents entre les plus jeunes et les plus âgés représente 20 points de pourcentage. Mais les données montrent aussi que le niveau de formation et le niveau de compétence ne sont pas toujours en concordance. De plus, les pays qui affichent la plus forte progression des niveaux de formation ne comptent pas tous parmi ceux où le pourcentage d'adultes très compétents a le plus augmenté. En fait, le niveau de compétence peut varier fortement entre des adultes ayant le même niveau de formation – ce qui plaide en faveur d'un réexamen de la définition du niveau de formation.

Le développement de l'éducation et l'accroissement général du niveau de compétence de la population devraient, en principe, se traduire par une main-d'œuvre croissante et plus compétente. Or, force est de constater que les écarts socio-économiques se creusent, parce que l'impact que les compétences ont sur les perspectives des individus dans la vie a sensiblement augmenté. Prenons, à titre d'exemple, la situation au regard de l'emploi. En moyenne, plus de 80 % des diplômés de l'enseignement tertiaire occupent un emploi, contre moins de 60 % des individus dont le niveau de formation est inférieur au deuxième cycle de l'enseignement secondaire. La différence de taux d'emploi entre ces deux groupes représente même 30 points de pourcentage, voire davantage, dans plusieurs pays. Les diplômés de l'enseignement tertiaire, en particulier les jeunes, ne sont toutefois pas immunisés contre le chômage, et de nombreux gouvernements s'inquiètent de la hausse du chômage parmi les individus plus instruits. Dans les pays de l'OCDE, le taux de chômage des diplômés de l'enseignement tertiaire s'établissait, en moyenne, à 5.0 % en 2012 (en augmentation par rapport aux 3.3 % de 2008), mais à 7.4 % chez les 25-34 ans (en augmentation par rapport aux 4.6 % de 2008). Par comparaison, le taux de chômage des individus âgés de 25 à 34 ans dont le niveau de formation est inférieur au deuxième cycle de l'enseignement secondaire a atteint 19.8 % en 2012 (et les chiffres sont plus élevés encore dans de nombreux pays), alors qu'il était de 13.6 % en 2008. Nos chiffres confirment une nouvelle fois que ce sont les jeunes peu instruits que la crise économique frappe le plus durement.

Le manque de compétences accroît le risque de chômage – même à niveau de formation égal. Dans les pays qui ont participé à l'Évaluation des compétences des adultes, les adultes dont le niveau de formation est inférieur au deuxième cycle de l'enseignement secondaire sont, en moyenne, 5.8 % à être au chômage s'ils sont modérément compétents en littératie, mais 8.0 % s'ils sont peu compétents en littératie. Il en va de même parmi les diplômés de l'enseignement tertiaire : 3.9 % des moins compétents en littératie sont au chômage, contre 2.5 % des plus compétents.

Les chiffres sur les revenus du travail révèlent également que les écarts se creusent entre les adultes qui sont très instruits et ceux qui le sont moins. Dans les pays de l'OCDE, l'écart de revenus entre ceux qui sont diplômés de l'enseignement tertiaire et ceux dont le niveau de formation est inférieur au deuxième cycle de l'enseignement secondaire continue de se creuser. Si nous prenons comme valeur de référence (100) les revenus moyens du travail des adultes âgés de 25 à 64 ans qui sont diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire, le niveau de revenus des adultes dont le niveau de formation est inférieur à ce niveau d'enseignement s'établit à 76 en 2012, en baisse par rapport à 2008 (80), tandis que le niveau de revenus des diplômés de l'enseignement tertiaire s'établit à 159 en 2012, en hausse par rapport à 2000 (151). Ces chiffres montrent également que l'écart de revenus relatifs est deux fois plus important entre les adultes très instruits et les adultes moyennement instruits qu'entre ces derniers et les adultes peu instruits. Cela signifie qu'en valeur relative, les revenus du travail des adultes moyennement instruits se rapprochent de ceux des adultes peu instruits, ce qui confirme la thèse de l'« érosion de la classe moyenne ».

Les changements qui induisent une répartition plus inégale des revenus sont de plus en plus déterminés par la répartition des individus entre les niveaux de formation et de compétence dans les sociétés. Dans les pays de l'OCDE, 73 % des individus dont le niveau de formation est inférieur au deuxième cycle de l'enseignement secondaire perçoivent des revenus inférieurs ou égaux au revenu médian, contre 27 % seulement des titulaires de titres universitaires. Le niveau de formation est l'indicateur selon lequel les individus se répartissent entre la pauvreté et la richesse relative ; et la répartition des compétences au sein d'une société – son degré d'inclusion – s'observe dans les inégalités de revenus au sein de la société. Les pays où les adultes peu compétents sont proportionnellement nombreux sont aussi ceux où les inégalités de revenus sont fortes – comme le montre le coefficient de Gini. Ce sont aussi des pays où le profil de compétence est polarisé (les pourcentages d'individus peu compétents et très compétents y sont élevés, et la répartition des individus entre les niveaux de compétence y est généralement en corrélation avec leur milieu socio-économique).

Les risques – et, souvent, les désavantages – associés à un niveau peu élevé de formation et de compétence sont liés non seulement aux revenus et à la situation au regard de l'emploi, mais également à de nombreuses autres retombées sociales. Le pourcentage d'adultes qui s'estiment en bonne santé varie, par exemple, de 23 points de pourcentage selon qu'ils sont peu instruits ou très instruits. La confiance interpersonnelle, le bénévolat et la conviction qu'un individu a son mot à dire sur la politique sont autant d'aspects qui sont en étroite corrélation avec le niveau de formation ainsi qu'avec le niveau de compétence. Les sociétés où le pourcentage d'individus peu compétents est élevé risquent donc d'assister à une détérioration de la cohésion sociale et du bien-être. Lorsque de nombreux individus ne partagent pas des avantages qui sont réservés aux plus instruits, les coûts à charge de la société à long terme – en matière de soins de santé, de chômage et de sécurité, pour n'en citer que quelques-uns – s'accumulent au point de devenir accablants.

La fracture sociale qui s'aggrave entre ceux qui sont instruits et ceux qui le sont moins – et les risques que ces derniers ne puissent profiter des avantages sociaux du développement de l'éducation – menace les sociétés dans leur ensemble. Par le passé, les pays cherchaient essentiellement à élever le niveau de formation moyen du capital humain, sans trop se préoccuper de la façon dont la population se répartissait entre les niveaux de formation et de compétence. Rehausser le niveau global de formation et de compétence de la population est indispensable à la croissance économique et au progrès social, mais à mesure que le niveau de formation et de compétence s'accroît dans les pays plus développés, les indicateurs agrégés du capital humain semblent perdre de leur pertinence pour expliquer les différences de production économique entre les pays. L'analyse des résultats de l'Évaluation des compétences des adultes révèle que lorsque les individus à chaque niveau de compétence bénéficient d'un meilleur accès à l'éducation, la croissance économique et l'inclusion sociale s'améliorent. Les pays où les adultes peu compétents sont peu nombreux et où les adultes très compétents sont nombreux – c'est-à-dire ceux où la répartition des individus entre les niveaux de compétence est plus inclusive – affichent une production économique plus élevée (le PIB par habitant) et une plus grande égalité sociale (le coefficient de Gini) que les pays où le niveau moyen de compétence est similaire, mais où les différences de niveau de compétence sont plus importantes dans la population (Van Damme, 2014).

L'éducation et les compétences sont donc des dimensions de plus en plus importantes de l'inégalité sociale, mais elles constituent aussi une partie de la solution au problème. L'éducation a le pouvoir de sortir les individus de la pauvreté et de l'exclusion sociale, mais le niveau de formation doit se traduire par une mobilité sociale pour exploiter ce potentiel. Qu'il soit mis un frein à la mobilité sociale est sans doute la plus grande menace qui pèse sur la croissance inclusive. La comparaison des données transversales sur les groupes d'âge semble confirmer que ce risque existe bel et bien dans les pays de l'OCDE. En moyenne, dans les pays qui ont participé à l'Évaluation des compétences des adultes en 2012, 39 % des adultes âgés de 35 à 44 ans sont diplômés de l'enseignement tertiaire. Le niveau de formation de leurs parents influe fortement aussi sur la probabilité que les adultes de cet âge aient suivi des études tertiaires : 68 % des adultes dont l'un des deux parents au moins est diplômé de l'enseignement tertiaire sont également diplômés de ce niveau d'enseignement, alors que 24 % seulement des adultes dont les parents ont un niveau de formation inférieur au deuxième cycle de l'enseignement secondaire sont diplômés de l'enseignement tertiaire. Chez les adultes plus jeunes (soit ceux âgés de 25 à 34 ans), qui sont 43 % à être diplômés de l'enseignement tertiaire, l'impact du niveau de formation des parents est aussi important : ils sont 65 % à être diplômés de l'enseignement tertiaire si l'un de leurs deux parents au moins est diplômé de ce niveau d'enseignement, mais 23 % seulement à l'être si leurs parents sont peu instruits. En d'autres termes, les avantages du développement de l'éducation se sont partagés dans la classe moyenne, sans atteindre les familles moins favorisées. Comparativement parlant, les enfants nés de parents peu instruits ont été de plus en plus exclus des avantages découlant de l'expansion de l'éducation dont bénéficie la majeure partie de la population. Et même lorsque ces individus ont accédé à l'éducation, leur milieu défavorisé s'est conjugué à l'éducation de qualité moindre qui leur était le plus souvent réservée, de sorte que leurs acquis scolaires ne les ont pas aidés à grimper dans l'échelle sociale.

Les sociétés inclusives ont besoin de systèmes d'éducation qui favorisent l'apprentissage et l'acquisition de compétences de manière équitable, et qui œuvrent en faveur de la méritocratie et de la mobilité sociale. Lorsque le moteur de la mobilité sociale ralentit, les sociétés deviennent moins inclusives. Et même lorsque l'éducation est plus accessible, de trop nombreuses familles risquent d'être exclues des promesses de mobilité intergénérationnelle en matière de formation. En moyenne, dans les pays qui ont participé à l'Évaluation des compétences des adultes, la mobilité ascendante (le pourcentage d'individus qui ont atteint un niveau de formation plus élevé que leurs parents) est désormais estimée à 42 % chez les 55-64 ans et à 43 % chez les 45-54 ans, mais chute à 38 % chez les 35-44 ans et à 32 % chez les 25-34 ans. La mobilité descendante a quant à elle augmenté, passant de 9 % chez les 55-64 ans et de 10 % chez les 45-54 ans à 12 % chez les 35-44 ans et à 16 % chez les 25-34 ans. Ces chiffres suggèrent que l'expansion de l'éducation n'a pas encore donné naissance à une société plus inclusive, un revers auquel il est urgent de remédier.

Les moyennes de l'OCDE peuvent semer la confusion, car elles occultent de fortes différences entre les pays. Dans cette édition de *Regards sur l'éducation*, les observations les plus intéressantes ne sont pas nécessairement les moyennes calculées à l'échelle de l'OCDE, mais les écarts qui existent entre les pays. Ces écarts sont le reflet des contextes historiques et culturels, mais ils montrent aussi à quel point l'action publique peut être puissante. Les politiques différentes génèrent des résultats différents, et ce constat vaut aussi pour le niveau de formation et de compétence. Certains pays réussissent mieux que d'autres à rompre le cercle de l'inégalité sociale qui est source d'inégalité dans l'éducation, à réduire le risque d'exclusion selon le niveau de formation et de compétence, et à limiter le pourcentage d'adultes peu compétents, tout en offrant à autant d'adultes que possible l'occasion d'améliorer leurs compétences.

L'éducation et les compétences constituent la clé du bien-être à l'avenir et seront essentielles pour renouer avec une croissance à long terme, lutter contre le chômage, promouvoir la compétitivité, et faire émerger des sociétés placées sous le signe de la cohésion et de l'inclusion. Ce rapport, qui foisonne de données sur l'éducation et les compétences, aidera les pays à se comparer et à se situer les uns par rapport aux autres, et leur permettra d'identifier des politiques efficaces.



Angel Gurría
Secrétaire général de l'OCDE

Références

GPS Éducation : Tout le monde de l'éducation en quelques clics, <http://gpseducation.oecd.org>.

Initiative de l'OCDE en faveur de la croissance inclusive, www.oecd.org/inclusive-growth.

OCDE (2014a) :

Résultats du PISA 2012 : Savoirs et savoir-faire des élèves (Volume I) : Performance des élèves en mathématiques, en compréhension de l'écrit et en sciences, PISA, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264208827-fr>.

Résultats du PISA 2012 : Trouver des solutions créatives (Volume V) : Compétences des élèves en résolution de problèmes de la vie réelle, PISA, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264208070-en>, à paraître en français.

PISA 2012 Results: Students and Money (Volume VI): Financial Literacy Skills for the 21st Century, PISA, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264208094-en>.

OCDE (2014b), *Résultats de TALIS 2013 : Une perspective internationale sur l'enseignement et l'apprentissage*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264214293-fr>.

OCDE (2013a), *Perspectives de l'OCDE sur les compétences 2013 : Premiers résultats de l'Évaluation des compétences des adultes*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264204096-fr>.

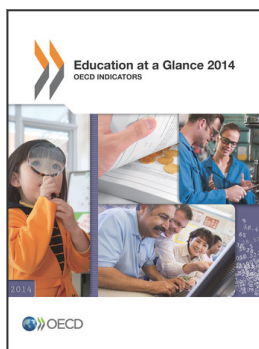
OCDE (2013b) :

Résultats du PISA 2012 : L'équité au service de l'excellence (Volume II) : Offrir à chaque élève la possibilité de réussir, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264205321-fr>, à paraître.

Résultats du PISA 2012 : Apprendre à apprendre (Volume III) : Les pratiques, les stratégies et l'engagement des élèves, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264205345-fr>, à paraître.

Résultats du PISA 2012 : Les clés de la réussite des établissements d'enseignement (Volume IV) : Ressources, politiques et pratiques, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264205369-fr>.

Van Damme, D. (2014), « How closely is the distribution of skills related to countries' overall level of social inequality and economic prosperity ? », *EDU NAEC Paper Series*, n° 1, www.oecd.org/edu/skills-beyond-school/EDUNAEC1.pdf.



Extrait de :
Education at a Glance 2014
OECD Indicators

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/eag-2014-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2014), « Éditorial », dans *Education at a Glance 2014 : OECD Indicators*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/eag-2014-2-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.